

Choix en commun, collectivités en commun : Les Canadiens délibèrent sur la mondialisation

Sommaire

Octobre 1999

De mars à juin 1999, des délibérations publiques portant sur la mondialisation ont eu lieu au Cap-Breton, au Manitoba et dans certaines régions du Québec. Ces délibérations s'inscrivaient dans un projet pilote coordonné par le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) dans le cadre de la campagne *en commun* contre la pauvreté dans le monde. Le projet était financé par l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Ce projet pilote visait entre autres à démontrer que la délibération est un moyen de mobiliser le public pour qu'il se penche sur les questions d'ordre international, et d'acheminer les commentaires des citoyens aux décideurs concernant un important enjeu politique. Grâce aux délibérations, dont bon nombre n'avaient jamais abordé les questions internationales, des gens de toutes les couches sociales ont pu examiner les avantages et les inconvénients des diverses démarches à adopter face à la mondialisation, et chercher un terrain d'entente sur les moyens à prendre par le Canada.

Le Centre for International Studies (CIS), au Cap-Breton, le Manitoba Council for International Co-operation (MCIC), à Winnipeg, le Marquis Project à Brandon, et l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), à Montréal, ont organisé 33 délibérations régionales réunissant 460 personnes.

Les modérateurs des séances ont assisté à une session de formation de deux jours offerte par le CCCI et ont observé une méthodologie cohérente au cours des délibérations. Le CCCI a également organisé un Forum national des jeunes



Modérateurs du Cap-Breton lors d'une séance de formation.

d'une durée de trois jours, à Ottawa.

Le projet pilote a été très fructueux. Certains des organismes participants continueront de mettre à l'essai diverses formules de délibération pour mobiliser le public, particulièrement dans le cas de problèmes épineux susceptibles d'engendrer la polarisation.

Ce qu'ont dit les Canadiennes et les Canadiens au sujet de la mondialisation

Ces constatations sont tirées du terrain d'entente dont ont fait état les modérateurs des diverses délibérations, des observations du personnel du CCCI et des réponses des participants aux questionnaires pré et post-forum. Elles représentent le dénominateur commun qui s'est dégagé dans l'ensemble des régions.

Les participants ne constituaient pas un échantillon aléatoire, de sorte qu'il ne faudrait pas interpréter les données quantitatives comme des données de sondage. Étant donné la démarche utilisée lors des délibérations et la

le rapport complet du projet pilote des
le rapport est également affiché sur le site
(voir les coordonnées à l'arrière).

réflexion à laquelle se sont livrés les participants, les résultats des questionnaires post-forum représentent une opinion plus réfléchie que celle qu'on pourrait obtenir à l'aide d'un sondage unique. Conjuguées aux rapports des modérateurs et observateurs, les données du questionnaire offrent un aperçu des préoccupations et des opinions d'un groupe plutôt diversifié de Canadiennes et de Canadiens dans trois régions du pays.

Préoccupations et espoirs

Les participants s'inquiétaient de la voie qu'emprunte actuellement la mondialisation et souhaitaient du changement.

Les participants aux délibérations ont admis que la mondialisation exerçait de profondes répercussions sur la population du Canada et du monde entier. Tout en reconnaissant les avantages de la mondialisation, ils se disaient inquiets des orientations qu'elle prenait.

L'écart entre les riches et les pauvres et bon nombre des répercussions de la mondialisation sur les collectivités et les économies locales les troublaient tout particulièrement. Les réponses aux questionnaires ont fait écho à ces préoccupations : on y a exprimé des inquiétudes profondes et uniformes au sujet de l'écart entre les riches et les pauvres ainsi qu'au sujet des répercussions de la mondialisation sur la collectivité.

« Renforcer les collectivités, mais pas se fermer au monde. Il faut garder l'ouverture, un regard vers l'extérieur. »

Un groupe de délibération de Montréal.

Qu'est-ce que la délibération publique?

Les délibérations publiques réunissent des gens de diverses couches sociales et aux points de vue variés qui ont recours à diverses démarches pour résoudre un problème. Ces démarches sont habituellement esquissées dans un guide des participants, qui présente de façon équilibrée le pour et le contre de chacune. Les choix ne sont pas incompatibles, mais chacun aborde la question dans une optique différente, en fonction de diverses valeurs fondamentales.

Au cours d'un forum type de trois heures, un groupe de cinq à 20

« Nous sommes à la croisée des chemins. C'est maintenant le temps de trouver des solutions aux questions que soulève la mondialisation... C'est le temps de mettre à profit notre créativité pour faire face à ces questions. »

Un groupe de délibération de Brandon

On croyait fermement à la nécessité du changement — au fait que les Canadiennes et les Canadiens ne devraient pas entrer dans la mondialisation comme des « somnambules », mais qu'ils devraient veiller à ce que la démarche témoigne de leurs valeurs d'équité et d'égalité.

On a largement reconnu l'importance de renforcer les collectivités locales, mais non à des fins d'isolationnisme.

L'un des choix présentés dans le guide des participants portait sur le renforcement des collectivités locales comme façon de se « protéger » contre la mondialisation. Les participants ont affirmé avec vigueur l'importance du renforcement des collectivités sur les plans économique, social et culturel tout en insistant qu'ils ne voulaient pas isoler leur collectivité du monde ou « revenir en arrière ».

On a plutôt considéré le renforcement des collectivités comme un premier pas vers une ouverture sur le monde et l'établissement de liens avec d'autres collectivités — on a dit que des collectivités fortes étaient un préalable à l'équité internationale. Les gens ont toutefois souligné clairement que les collectivités devaient pouvoir s'appuyer sur une base économique. On a souvent mentionné l'importance d'appuyer les commerçants locaux et les

personnes délibèrent sur les diverses démarches avec l'aide d'un modérateur formé à cet effet. On met l'accent sur le respect mutuel, ainsi que sur les échanges et sur l'intégration des points de vue de chacun. À la différence des discussions polarisées qui dominent le débat public sur de nombreuses questions, la délibération offre la chance d'envisager diverses démarches, de mettre à l'essai des idées et de tenir compte des zones grises. En allant au fond des conflits et des compromis connexes à une question, ils précisent ce qui leur importe le plus, approfondissent leur compréhension de la question et arrivent parfois à trouver un terrain d'entente où ils peuvent découvrir des solutions de rechange. Tout terrain d'entente représente un jugement public plus réfléchi que les opinions spontanées recueillies par l'entremise d'enquêtes et de sondages.

réponses aux questionnaires ont montré que la délibération avait raffermi cette opinion, même lorsqu'il était question de faire des compromis (prix plus élevés, moins de variété).

De nombreux participants reconnaissaient la valeur de la concurrence pour stimuler l'innovation et l'excellence, mais s'inquiétaient que les règles du jeu ne soient pas équitables.

Certains ne reconnaissaient pas d'avantages à la concurrence, mais la plupart s'inquiétaient que la croissance incessante des entreprises ne réduise de plus en plus la vraie concurrence. Bien que la plupart des participants appréciaient les avantages d'une réelle concurrence, en règle générale, les groupes de délibération n'ont pas réagi favorablement au deuxième choix présenté dans le guide des délibérations, à savoir « être concurrentiel à l'échelle internationale », qui soutenait que le Canada avait besoin d'un meilleur perfectionnement des compétences, d'une baisse des impôts, d'une réduction de la dette et de programmes sociaux moins coûteux pour concurrencer sur les marchés mondiaux. La plupart des groupes croyaient que, puisque les règles du jeu ne sont pas équitables, ce choix favoriserait un nombre restreint de personnes aux dépens de la majorité.

Les participants ont dit souhaiter ardemment qu'on déploie plus d'efforts pour sensibiliser les gens à la mondialisation et à ses répercussions, et pour mieux informer les consommateurs. On espérait grandement que les jeunes contesteraient les dimensions nuisibles de la mondialisation.

L'importance de l'éducation à la mondialisation, qu'il s'agisse de sensibilisation ou de formation scolaire, a été soulignée par presque tous les groupes. De nombreuses personnes ont dit souhaiter des renseignements clairs et précis au sujet des conditions dans lesquelles les produits sont fabriqués, afin qu'elles puissent mettre à profit leur « pouvoir de consommateur » pour défendre leurs valeurs. Divers groupes ont souligné qu'il serait utile

« En dépensant notre argent, c'est un peu comme si nous votions. »

Un participant à un forum à Mabou, au Cap-Breton.

d'apposer une étiquette ou d'afficher d'autres renseignements qui indiqueraient les conditions de travail et les conditions environnementales dans lesquelles les produits sont fabriqués.

Les gens n'acceptent pas le fait que le gouvernement soit « impuissant » face à la mondialisation.

Les Canadiens s'attendent que leur gouvernement fasse respecter les normes en vigueur, en matière d'environnement par exemple, et qu'il ne laisse pas les entreprises dicter la politique publique. Beaucoup se sont dits en faveur de l'idée voulant que le Canada joue un rôle de chef de file en intervenant à l'échelle internationale pour rendre la mondialisation plus équitable et en atténuer les répercussions défavorables.

L'opinion générale disait que le gouvernement n'est pas à l'écoute des gens et qu'il faut une plus grande participation des citoyens.

Les gens ont réagi favorablement aux délibérations et ont pris leur rôle de citoyen au sérieux. Ils ont clairement fait savoir qu'ils voulaient être partie prenante aux décisions de l'État. Par ailleurs, ils se sont sérieusement demandé si leur participation en valait la peine — si leurs voix se faisaient entendre.

Les participants estimaient qu'une plus grande reddition de comptes s'imposait aux entreprises, aux gouvernements et aux particuliers.

L'importance d'incarner nos valeurs — à titre de particuliers, d'entreprises et de gouvernements — a été un thème récurrent dans de nombreuses délibérations. De nombreux groupes ont dit croire que les particuliers ont la responsabilité, dans leur vie et dans leurs décisions quotidiennes, d'incarner leurs valeurs — en appuyant les commerçants locaux, en minimisant les répercussions de leur mode de vie sur l'environnement, en essayant de ne

« Les entreprises doivent agir de façon plus morale. »

Extrait de l'énoncé sur le terrain d'entente d'un groupe de délibération à Deloraine, au Manitoba.

pas appuyer les pratiques douteuses en matière de travail ou d'environnement au moyen de leurs achats, en sensibilisant leurs enfants à la mondialisation, etc.

Beaucoup ont insisté sur le fait que les citoyens et les gouvernements devaient entretenir de plus grandes attentes à l'égard des sociétés — que leurs responsabilités devraient aller au-delà du rendement pour les actionnaires. On s'est beaucoup inquiété, au cours des délibérations, des conditions de travail dans les pays en développement, tout en se demandant si les Canadiens contribuaient à entretenir ces piètres conditions par leurs habitudes de consommation. On s'est dit fortement d'accord avec l'énoncé suivant : « *Les sociétés canadiennes qui exercent des activités à l'étranger devraient respecter les normes internationales en matière de travail et d'environnement même si leurs concurrents ne le font pas* ». Une proportion considérable des participants ont aussi reconnu que les Canadiens devraient préconiser de meilleures conditions de travail dans les pays en développement, même si cela devait entraîner une hausse du prix des produits importés.

Les participants se disaient très préoccupés par l'environnement et les répercussions de la voie qu'emprunte la mondialisation sur les perspectives de développement viable.

Les gens craignaient qu'on ne soit en train d'édulcorer les règlements en matière d'environnement au Canada et qu'ailleurs, les puissantes entreprises en fassent fi complètement. Beaucoup ont souligné qu'une activité qui portait atteinte à l'environnement portait aussi atteinte, à la longue, à l'économie.

Les participants ont souscrit à l'idée d'une économie globale plus « équitable ». Mais la mise en place d'un système plus équitable a suscité confusion et scepticisme.

Les gens ont accepté l'idée d'une économie mondiale plus équitable mais ont éprouvé de la difficulté à se l'imaginer — beaucoup n'arrivaient pas à voir comment rectifier les profonds déséquilibres de la richesse et du pouvoir. Divers groupes se sont demandé qui déterminerait ce qui est « équitable ». Malgré ces difficultés toutefois, ils ont été nombreux à appuyer des mesures comme l'annulation de la dette et une meilleure application des normes internationales en matière de

Quelles valeurs communes se sont dégagées des délibérations?

Les valeurs d'équité et d'égalité se sont dégagées à maints égards des délibérations et des réponses aux questionnaires. On se souciait énormément des aspects inéquitables de la mondialisation — de la répartition inégale des coûts et des avantages.

La démocratie et la participation des citoyens sont d'autres valeurs communes. La valeur de *la collectivité et les relations humaines* ont également été réitérées, témoignant des inquiétudes voulant que le chemin emprunté par la mondialisation passe outre l'élément humain.

On a également vu se dégager de profondes valeurs concernant *l'obligation de rendre compte*; les participants ont clairement fait savoir que les entreprises, les gouvernements, la société civile et les particuliers devaient assumer la responsabilité à l'égard des répercussions de leurs actions. En outre, les gens accordaient manifestement de la valeur à *l'environnement naturel*.

Enfin, *le pragmatisme* apparaissait comme une valeur des plus évidentes. Les gens n'aimaient pas toujours les changements qu'imposait la mondialisation à leur collectivité, mais ils admettaient qu'il leur fallait une base économique. La vision d'une économie mondiale plus équitable les attirait, mais ils connaissaient fort bien l'influence de la richesse et du pouvoir sur les résultats; ils voulaient donc une vision plus nette de *la façon de procéder* pour instaurer l'équité.

travail et d'environnement.

Opinions fluctuantes, valeurs fondamentales

Dans les commentaires et les réponses aux questionnaires, les participants ont révélé que les échanges ouverts des délibérations les avaient amenés à remettre en question leurs points de vue et avaient fait évoluer leurs opinions. Bien qu'ils n'aient pas toujours changé d'idée, ils comprenaient mieux et valorisaient les points de vue divergents. Dans l'ensemble, 96 p. 100 des participants qui ont rempli les questionnaires avant et après le forum ont modifié leur réponse à au moins une question.¹

On a mesuré le changement d'opinion de deux façons. *Le changement d'opinion global* représente l'ensemble des

changements dans les deux sens — vers un accord plus complet et vers un désaccord plus complet; il indique, globalement, dans quelle mesure les personnes qui avaient des opinions différentes à l'égard d'une question remettaient en question et reformulaient leur point de vue. *Le changement d'opinion net* indique dans quelle mesure l'ensemble d'un groupe a modifié son opinion à l'égard d'une question, qu'il s'agisse d'un accord ou d'un désaccord plus complet.

Les deux types de changement sont intéressants dans l'optique de l'élaboration des politiques. Un changement d'opinion global prononcé révèle que les opinions pour ou contre une question ne sont pas bien arrêtées. Les changements d'opinion nets sont importants parce que les gens ont délibéré d'un sujet pendant plusieurs heures, et ont remis en question leur propre point de vue ainsi que ceux des autres. Si un changement net survient, il représente probablement un changement d'opinion plus marqué que le type de fluctuation d'opinion que pourraient relever les sondages. Un changement net marqué à l'égard d'une question laisse entendre que la diffusion de renseignements et les délibérations pourraient favoriser un changement global de l'opinion publique à l'égard d'une question.

Première question (les niveaux de préoccupation au sujet de divers énoncés sur les répercussions présumées de la mondialisation) : On a relevé les changements globaux et nets d'opinion les plus prononcés à l'égard de l'énoncé suivant : « *Les sociétés canadiennes deviennent de moins en moins compétitives sur les marchés mondiaux en raison des impôts élevés.* » Bon nombre de personnes ont réévalué leurs opinions à la suite des délibérations, ce qui donne à croire que les points de vue sur cette question étaient moins bien ancrés que sur d'autres. Le changement net d'opinion a été de 3 p. 100 vers une moindre préoccupation.

Les changements global et net les plus faibles ont été enregistrés à l'égard de l'énoncé suivant : « *La richesse et le pouvoir se concentrent de plus en plus : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.* » Cet énoncé soulevait beaucoup d'inquiétude et seulement quelques répondants ont changé d'opinion. La fermeté de l'opinion et l'ampleur des préoccupations au sujet de cet énoncé laissent supposer des valeurs d'équité et d'égalité bien ancrées.

« Il faut avoir des valeurs plus humaines, et ne jamais les laisser de côté, pour que tout change finalement. »

Un participant à un forum des jeunes à Montréal.

Deuxième question (l'accord ou le désaccord avec trois énoncés au sujet de la réaction du Canada à la mondialisation) : Le changement d'opinion global le plus prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Nous devrions nous attacher à accroître les exportations et à devenir les meilleurs commerçants possibles.* » Le changement net d'opinion a été beaucoup moins prononcé, indiquant que les réponses affirmatives et négatives à la question ont changé. Cela donne à croire que les opinions à l'égard de cette question sont volatiles.

Le changement global le moins prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Nous devrions faire preuve de leadership sur la scène internationale, comme nous l'avons fait dans le cas de la campagne pour interdire les mines anti-personnel, afin de garantir à chacun une chance équitable de profiter de la mondialisation.* » Mais cet énoncé a fait l'objet du changement net le plus prononcé, avec un déplacement de 6 p. 100 vers un accord plus complet avec l'énoncé. Les Canadiennes et les Canadiens accordent manifestement beaucoup de valeur à l'équité et au rôle international du Canada, et cette valeur s'est accrue au cours de la délibération.

Le changement net le plus faible a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Nous devrions chercher avant tout à renforcer nos collectivités.* » Au début du forum, les participants se disaient fortement d'accord avec cet énoncé et on a enregistré peu de changement. Cette absence de changement d'opinion après les délibérations témoigne de valeurs profondément ancrées.

La troisième question (en accord ou en désaccord avec divers énoncés qui tentaient de faire ressortir certains des compromis inhérents à divers programmes d'action) : En ce qui a trait aux énoncés sur les compromis relatifs aux sujets discutés abondamment dans la majorité des forums communautaires (p. ex. le pour et le contre de l'« achat chez soi »), on a observé un changement net considérable de l'opinion, ce qui donne à croire que des délibérations intenses peuvent influencer l'opinion que les gens se font des compromis.

¹ On trouvera un résumé des réponses au questionnaire dans la version intégrale du rapport sur le projet de délibération.

Le changement net le plus prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : *« Nous devrions acheter avant tout des produits locaux même si cela signifie que nous aurons des aliments, de la musique, etc. moins variés et que nous serons moins exposés aux autres cultures. »* Le changement en faveur de l'accord a été de 12 p. 100. Les discussions intenses que de nombreux groupes ont eues au sujet du rôle des collectivités ont de toute évidence exercé une influence sur l'opinion des gens à l'égard de la valeur de l'achat chez soi.

Le changement global d'opinion le plus prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : *« Il faudrait réduire l'impôt sur les sociétés au Canada pour attirer les investissements et aider les sociétés canadiennes à concurrencer à l'échelle internationale, même si cela signifie qu'il y aura moins d'argent pour financer les programmes sociaux. »* Le changement net a été faible — un changement de 1 p. 100 en faveur d'un plus grand accord. Cela indique que les réponses affirmatives et négatives à la question ont changé.

Le changement global d'opinion le moins prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : *« Les sociétés canadiennes qui exercent des activités à l'étranger devraient respecter les normes internationales en matière de travail et d'environnement même si leurs concurrents ne le font pas. »* Le changement d'opinion net de 1 p. 100 vers un plus grand accord témoigne des valeurs profondément ancrées. Voilà qui renforce le message formulé par de nombreux groupes dans leur terrain d'entente, c'est-à-dire que les Canadiens s'attendent que les entreprises fassent preuve de responsabilité sociale et environnementale.

Fait à signaler, dans les trois types de questions, les opinions étaient plus volatiles concernant les questions reliées au rôle des entreprises dans l'économie (p. ex. l'impôt sur les sociétés et la compétitivité des exportations).

« Cela m'a réellement fait prendre conscience des enjeux. Une bonne partie de cette information n'est pas bien connue mais devrait l'être. »

Commentaire d'une élève du secondaire qui a participé à une délibération à Sydney.



Participants au Forum national des jeunes.

Le Forum des Jeunes fait écho aux préoccupations

Un groupe diversifié de 31 jeunes, âgés de 16 à 28 ans et provenant de huit provinces, a participé au Forum national des jeunes sur la mondialisation et l'avenir du travail à Ottawa en mai 1999. Puisqu'ils avaient tous déjà participé au forum de trois heures sur la mondialisation, ils ont utilisé un guide de délibération différent de celui utilisé dans les forums communautaires. Ils ont également consacré beaucoup plus de temps (près de trois jours par rapport à trois heures) à l'étude et à la délibération des enjeux de la mondialisation et du monde du travail. Il reste que bon nombre de leurs préoccupations s'apparentaient à celles qui étaient ressorties des délibérations communautaires.

« La priorité à l'environnement »

Il y avait un accord quasi unanime quant à l'importance de la viabilité de l'environnement. Il s'agit là du terrain d'entente le plus solide qui se soit dégagé du forum. Dans les questionnaires pré-forum, l'appui faiblissait lorsqu'on obligeait les répondants à tenir compte des compromis économiques que cela comporterait; l'appui s'est toutefois affermi quelque peu après le forum. Dans leur présentation finale à l'assemblée générale annuelle du CCCI, les jeunes ont ardemment souhaité qu'on accorde plus d'attention aux enjeux environnementaux.

Comment le Canadien ordinaire peut-il se faire entendre?

Un autre thème qui s'est nettement dégagé du forum des jeunes, tout comme des forums communautaires, est

changements dans les deux sens — vers un accord plus complet et vers un désaccord plus complet; il indique, globalement, dans quelle mesure les personnes qui avaient des opinions différentes à l'égard d'une question remettaient en question et reformulaient leur point de vue. *Le changement d'opinion net* indique dans quelle mesure l'ensemble d'un groupe a modifié son opinion à l'égard d'une question, qu'il s'agisse d'un accord ou d'un désaccord plus complet.

Les deux types de changement sont intéressants dans l'optique de l'élaboration des politiques. Un changement d'opinion global prononcé révèle que les opinions pour ou contre une question ne sont pas bien arrêtées. Les changements d'opinion nets sont importants parce que les gens ont délibéré d'un sujet pendant plusieurs heures, et ont remis en question leur propre point de vue ainsi que ceux des autres. Si un changement net survient, il représente probablement un changement d'opinion plus marqué que le type de fluctuation d'opinion que pourraient relever les sondages. Un changement net marqué à l'égard d'une question laisse entendre que la diffusion de renseignements et les délibérations pourraient favoriser un changement global de l'opinion publique à l'égard d'une question.

Première question (les niveaux de préoccupation au sujet de divers énoncés sur les répercussions présumées de la mondialisation) : On a relevé les changements globaux et nets d'opinion les plus prononcés à l'égard de l'énoncé suivant : « *Les sociétés canadiennes deviennent de moins en moins compétitives sur les marchés mondiaux en raison des impôts élevés.* » Bon nombre de personnes ont réévalué leurs opinions à la suite des délibérations, ce qui donne à croire que les points de vue sur cette question étaient moins bien ancrés que sur d'autres. Le changement net d'opinion a été de 3 p. 100 vers une moindre préoccupation.

Les changements global et net les plus faibles ont été enregistrés à l'égard de l'énoncé suivant : « *La richesse et le pouvoir se concentrent de plus en plus : les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.* » Cet énoncé soulevait beaucoup d'inquiétude et seulement quelques répondants ont changé d'opinion. La fermeté de l'opinion et l'ampleur des préoccupations au sujet de cet énoncé laissent supposer des valeurs d'équité et d'égalité bien ancrées.

« Il faut avoir des valeurs plus humaines, et ne jamais les laisser de côté, pour que tout change finalement. »

Un participant à un forum des jeunes à Montréal.

Deuxième question (l'accord ou le désaccord avec trois énoncés au sujet de la réaction du Canada à la

mondialisation) : Le changement d'opinion global le plus prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Nous devrions nous attacher à accroître les exportations et à devenir les meilleurs commerçants possibles.* » Le changement net d'opinion a été beaucoup moins prononcé, indiquant que les réponses affirmatives et négatives à la question ont changé. Cela donne à croire que les opinions à l'égard de cette question sont volatiles.

Le changement global le moins prononcé a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Nous devrions faire preuve de leadership sur la scène internationale, comme nous l'avons fait dans le cas de la campagne pour interdire les mines anti-personnel, afin de garantir à chacun une chance équitable de profiter de la mondialisation.* » Mais cet énoncé a fait l'objet du changement net le plus prononcé, avec un déplacement de 6 p. 100 vers un accord plus complet avec l'énoncé. Les Canadiennes et les Canadiens accordent manifestement beaucoup de valeur à l'équité et au rôle international du Canada, et cette valeur s'est accrue au cours de la délibération.

Le changement net le plus faible a été enregistré à l'égard de l'énoncé suivant : « *Nous devrions chercher avant tout à renforcer nos collectivités.* » Au début du forum, les participants se disaient fortement d'accord avec cet énoncé et on a enregistré peu de changement. Cette absence de changement d'opinion après les délibérations témoigne de valeurs profondément ancrées.

La troisième question (en accord ou en désaccord avec divers énoncés qui tentaient de faire ressortir certains des compromis inhérents à divers programmes d'action) : En ce qui a trait aux énoncés sur les compromis relatifs aux sujets discutés abondamment dans la majorité des forums communautaires (p. ex. le pour et le contre de l'« achat chez soi »), on a observé un changement net considérable de l'opinion, ce qui donne à croire que des délibérations intenses peuvent influencer l'opinion que les gens se font des compromis.

¹ On trouvera un résumé des réponses au questionnaire dans la version intégrale du rapport sur le projet de délibération.

l'importance de la participation des citoyens. Les participants ont insisté sur le fait que les gouvernements doivent écouter davantage la voix des citoyens ordinaires.

Préoccupations au sujet de la pauvreté et de l'égalité des chances

À l'instar des participants aux forums communautaires, les participants au forum des jeunes s'inquiétaient de l'écart entre les riches et les pauvres ainsi que des de la mondialisation sur les possibilités d'instruction et de travail. On craignait essentiellement que les actuels modèles de croissance économique et de mondialisation ne profitent beaucoup plus à certains groupes.

La responsabilité nécessaire des entreprises

La question de la responsabilité et de la reddition de comptes des entreprises a été maintes fois soulevée au cours du forum des jeunes, tout comme d'ailleurs durant les forums communautaires. Les participants tenaient beaucoup à ce que les sociétés canadiennes qui exercent des activités à l'étranger respectent les normes du travail et les normes environnementales; ils étaient essentiellement d'accord que les sociétés soient tenues responsables de leurs activités à l'étranger.

Importance de l'éducation

L'éducation est un autre thème qui a été abordé au forum des jeunes, tout comme durant les forums communautaires. Les participants au forum des jeunes ont convenu que les Canadiennes et les Canadiens devaient être sensibilisés à la mondialisation et à ses répercussions, que ce soit par l'entremise du système d'enseignement ou de campagnes de sensibilisation du public. L'accès libre et équitable à un enseignement postsecondaire conçu en vue du plein épanouissement de la personne — et non seulement de l'acquisition de compétences professionnelles telles que définies par une économie mondiale non viable — a recueilli des appuis considérables.

« Action, non seulement des mots! »

Extrait du résumé du terrain d'entente d'un groupe de délibération à Montréal.

Et maintenant?

À la fin du forum des jeunes et des forums communautaires, on a demandé aux groupes d'envisager les mesures à adopter pour faire fond sur leur terrain d'entente. Voici les recommandations qui se sont dégagées des terrains d'entente et de ces « prochaines étapes ».

Action individuelle

- ***Assumer ses responsabilités personnelles*** (p. ex. être écologique, acheter localement/appuyer les commerçants locaux, utiliser le « pouvoir des consommateurs » individuel et acheter des produits issus d'un commerce équitable, être un actionnaire responsable).
- ***Éduquer et informer les autres*** au sujet des enjeux de la mondialisation.
- ***Agir localement*** (p. ex. pour régler des problèmes en matière de travail ou d'environnement) et aussi se soucier des questions de mondialisation.
- ***S'engager sur le plan politique.***
- ***Poursuivre les délibérations*** (comme l'ont déjà fait certains dans leurs écoles et leurs collectivités) et continuer de penser et d'agir comme des citoyens du monde.

Action gouvernementale

- ***Offrir aux citoyens plus d'occasions de participation réelle***, comme les délibérations. Soyez à l'écoute des résultats — ne les reléguez pas aux oubliettes.
- ***Améliorer l'éducation relative à la mondialisation***, à la fois par l'entremise du réseau scolaire et aussi des programmes d'éducation publique.
- ***Favoriser la responsabilisation des entreprises ainsi que la diffusion des renseignements sociaux et environnementaux*** sur les produits et les sociétés — par l'entremise de l'étiquetage des produits ou d'autres méthodes qui permettent aux consommateurs de déterminer si un achat cadre avec leurs valeurs.
- ***Remettre la dette des pays pauvres.***
- ***Le Canada devrait faire preuve de leadership*** en préconisant une économie mondiale plus équitable et

« Nous voulons "l'équité"... mais les mécanismes pour y arriver n'existent pas pour l'instant. »

Participants au cercle d'étude de Winnipeg.

plus respectueuse de l'environnement et en prônant, à l'échelle internationale, une application plus rigoureuse des normes en matière de travail et d'environnement.

Action des entreprises

- **Assumer la responsabilité d'améliorer les répercussions des activités des sociétés** sur, par exemple, les conditions de travail et l'environnement — à l'échelle internationale aussi bien qu'au Canada.

Action de la société civile

- **Continuer de préconiser des changements** : par exemple, presser les gouvernements de faire preuve de leadership à l'égard de questions comme la remise de la dette et la mise en place d'un système économique mondial plus équitable, et exercer des pressions sur les entreprises pour qu'elles fassent preuve d'une plus grande responsabilité sociale.
- **Fournir aux citoyens des occasions de participer**, sous forme de délibérations par exemple, où ceux-ci peuvent s'exercer à agir en citoyen du monde.
- **Accroître l'éducation publique** sur des enjeux reliés à la mondialisation.

Dans certaines collectivités, les gens qui ont participé aux délibérations continuent d'examiner les questions et de faire fond sur ce qu'ils ont appris. Les participants au forum des jeunes poursuivent les délibérations qui sont animées par l'un deux, grâce au serveur de listes mis en place par le CCCI. Au Cap Breton et à Winnipeg, le *Centre for International Studies* (CIS) et le MCIC espèrent exécuter des projets qui approfondiront les délibérations dans leurs collectivités, en encourageant les gens à s'intéresser aux compromis et aux conséquences qui découlent de leur terrain d'entente. *The Marquis Project* intervient auprès des jeunes de Brandon pour appliquer les délibérations aux questions qui les intéressent et établir des liens entre ces enjeux et les questions internationales. Certains membres de l'AQOCI appliquent également le

processus de délibération à d'autres enjeux.

Le CCCI diffuse largement les résultats du projet pilote au sein de ses membres et d'autres participants à la campagne *en commun*, ainsi que chez les décisionnaires. Le Conseil et les organisateurs locaux remettent des résumés des constatations aux députés et aux sénateurs, et le CCCI présente les constatations aux comités et aux organismes qui s'intéressent à la mondialisation et à la participation du public. De plus, le Conseil distribue des renseignements relatifs au projet par l'entremise de ses propres publications, du site Web d'*en commun* et de communiqués de presse. Comme l'a fait remarquer un participant aux délibérations du Cap-Breton, « Il faudrait assurer un suivi à ces forums et en communiquer les actes au public. »

Les délibérations comme outil de mobilisation du public

L'un des objectifs du projet pilote était de permettre aux citoyens de communiquer aux décisionnaires leurs opinions sur la mondialisation. Un autre but était de démontrer la viabilité des délibérations comme moyen de mobiliser les Canadiens à l'égard des questions mondiales qui intéressent la politique publique.

Les observations qualitatives des organisateurs régionaux, des modérateurs et des participants ont indiqué que les Canadiennes et les Canadiens étaient fort capables de tenir des délibérations fructueuses sur la complexe question de la mondialisation. Une évaluation du projet pilote par les organisateurs nationaux et régionaux a permis de cerner certaines des forces de la délibération.

Les forces

Diversité des points de vue. La délibération favorise l'expression de points de vue variés. Les commentaires des participants indiquent que les gens reconnaissent la place que fait la délibération à la pensée, à l'apprentissage,

« Il nous faut des occasions comme celle-là de s'asseoir et de parler des enjeux et des idées, peu importe lesquels. »

Un participant aux délibérations à Cape North, au Cap-Breton.

au changement d'opinion, à l'approfondissement des points de vue et à la prise de conscience des opinions des autres.

Accent sur l'expérience. Il n'est pas nécessaire que les gens soient des spécialistes pour participer puisque les délibérations portent, au fond, sur les valeurs. Les spécialistes et les militants sont parfois déçus du niveau des discussions mais, s'ils écoutent et participent, ils peuvent approfondir leur connaissance des valeurs et motivations des gens qu'ils cherchent à mobiliser.

Présentation des enjeux et guide. En formulant un enjeu sous forme d'au moins trois choix, les gens sont mis en contexte ce qui leur permet d'examiner divers points de vue sans tomber dans le vieux débat étriqué « gauche-droite » ou d'autres positions manichéennes. Une bonne présentation des enjeux peut aussi aider les gens à établir des rapports entre les enjeux locaux et les enjeux mondiaux, et à jeter un nouveau regard sur les enjeux locaux. Bien que certaines personnes n'aient pas apprécié la dimension structurée de la délibération, la plupart se sont prêtées au jeu; la structure a aidé à faire jaillir des idées et des opinions qui ne se seraient pas exprimées autrement.

Un lieu de dialogue public agréable et nécessaire. L'expérience du projet pilote révèle que de nombreuses personnes ont soif de dialogue et qu'elles estiment que cette nouvelle tribune publique favorable aux délibérations. Beaucoup étaient reconnaissants de pouvoir discuter de ces questions avec des concitoyens de divers horizons, et notamment avec certains d'entre eux qu'ils ne fréquentent pas normalement.

Climat accueillant. En raison de l'absence de confrontation et de la présence d'animateurs professionnels, les gens se sentaient en général libres d'exprimer leurs opinions, même en sachant que d'autres pourraient être en désaccord avec eux.

Aucune action nécessaire. Le processus a parfois impatienté les militants, mais le fait que la délibération n'avait pas à déboucher sur une action a rallié de nombreux participants. Un organisateur a fait remarquer que les gens sont plus susceptibles d'agir après coup justement parce qu'il n'y a aucune obligation de le faire. Un sondage réalisé auprès des participants, trois mois après les délibérations, a révélé qu'environ 18 p. 100 avaient pris certaines mesures en rapport direct avec les thèmes des délibérations. (Il s'agit de

« Il est étonnant de voir tout ce qu'on ignore au sujet de ce qui se passe dans le monde qui nous entoure, même dans notre propre collectivité et dans notre propre pays. C'est un très bon climat pour s'asseoir et discuter. Nous avons l'occasion d'approfondir les questions. »

Commentaire d'un participant à un forum à Winnipeg.

mesures qui, au dire des répondants, n'auraient pas été entreprises autrement.) Habituellement, ces mesures étaient en rapport avec des décisions de consommation telles que l'achat à domicile, l'achat d'un produit faisant l'objet d'un commerce loyal ou un souci plus grand des origines d'un produit. À titre d'outil de mobilisation du public, la délibération permet d'inciter les gens à se pencher collectivement sur une question et à y réfléchir sans les intimider; elle peut aussi servir de tremplin vers de nouvelles actions.

La remise en question des convictions et une nouvelle façon de voir le point de vue des autres. En incitant les gens à réévaluer leur opinion des autres et de leurs points de vue, la délibération offre de nouvelles occasions de dialogue entre les personnes qui ne s'écoutent et ne se parlent peut-être plus. Cela est particulièrement utile dans les petites collectivités. L'organisateur pour l'ouest du Manitoba a remarqué que « certaines personnes ont laissé entendre que les délibérations avaient amélioré la capacité d'engager des discussions productives dans les collectivités aux prises avec des problèmes. »

Possibilité de joindre de nouvelles personnes. Parce que la délibération permet d'échapper aux rôles et aux points de vue stéréotypés, elle offre l'occasion de mobiliser des gens qui ne s'intéressaient pas jusque-là aux questions de développement international. Un organisateur a remarqué ce qui suit : « Cette tribune ouverte à un public diversifié est un changement opportun par rapport aux réunions où l'on "prêche aux convertis" ».

Renouveau d'intérêt-militantisme. Dans les commentaires ou les entrevues de suivi, diverses personnes qui agissent déjà au sein d'organisations de développement international ont signalé que les délibérations les avaient aidées à « refaire le plein » et avaient stimulé leur militantisme.

Initiative nationale. Dans certaines régions, du moins, le fait que ce projet pilote constituait une initiative d'envergure nationale a été un atout. Il y a des avantages à relier des activités partout au pays de sorte qu'elles s'inscrivent dans un plus vaste mouvement, ce qui accroît leur impact et leur force d'impulsion. Un organisme national peut offrir un soutien à la recherche et à la formation, recueillir et analyser les résultats et les communiquer aux décideurs, et offrir un réseau permanent pour partager et faciliter les enseignements tirés du processus de délibération. Les groupes locaux et régionaux peuvent mobiliser leur collectivité, lier les délibérations aux enjeux locaux, tenter diverses applications pratiques de la délibération, et faire appel aux médias et aux politiciens locaux.

Faiblesses

Manque de temps pour examiner les choix difficiles et les compromis. L'un des buts primordiaux des délibérations est d'inciter les gens à réfléchir aux conséquences de leurs choix. Il est devenu évident qu'une séance de trois heures ne suffisait pas dans le cas d'une question complexe comme la mondialisation.

Dans le cas des questions où les groupes ont pu approfondir les compromis (comme celle de l'« achat chez soi »), les résultats du questionnaire ont indiqué un changement d'opinion net plus prononcé, ce qui donne à croire que lorsque les gens ont suffisamment de temps pour examiner en profondeur les compromis, la délibération peut influencer sur leurs opinions et les faire progresser. Dans le Forum des jeunes, où l'on a disposé de plus de temps pour traiter des compromis et des conséquences, la discussion a été plus approfondie et plus informée. Il y a eu moins de terrains d'entente que dans

nombre de forums communautaires, mais les éléments sur lesquels on s'est entendus étaient plus solides. On a observé un phénomène semblable dans le cercle d'étude de Winnipeg où le même groupe s'est réuni trois fois, pour un total de neuf heures de délibération.

Parce qu'il est déjà difficile d'attirer les gens à une seule délibération, il pourrait être nécessaire d'organiser d'abord des délibérations « normales » pour intéresser les gens, puis les inviter à approfondir les questions et les compromis dans le cadre d'un cercle d'étude.

Niveau de recherche et autre soutien nécessaire.

L'élaboration d'un bon guide des délibérations exige beaucoup de recherche et de travail pour la présentation des enjeux. Si les résultats des délibérations doivent contribuer de façon utile au processus politique, il faut les recueillir, les analyser et les communiquer aux décideurs. Les ONG doivent disposer d'une capacité suffisante de recherche et d'analyse pour entreprendre des délibérations fructueuses qui comprennent ces volets.

La nature verbale et intellectuelle du processus. Le processus de délibération donne les meilleurs résultats lorsqu'il fait intervenir des personnes qui ont l'habitude de s'exprimer verbalement et de lire un guide des délibérations. Il s'agit donc de faire participer les personnes qui sont moins à l'aise de s'exprimer et de présenter les questions de façon simple mais non simpliste.

Questions en suspens

Rapport avec l'action et les groupes qui interviennent dans ces questions. Bien que pour beaucoup, le fait que la délibération ne doive pas nécessairement déboucher sur l'action constitue un atout, d'autres sortent d'une délibération avec le goût et l'inspiration d'en faire davantage. Les sondages post-forum révèlent que certains agiront de leur propre chef mais on peut se demander si d'autres auraient pu agir mais ont perdu l'intérêt parce qu'on ne leur offrait pas de moyen facile pour ce faire. Il faut approfondir la question de la place de la délibération dans l'ensemble des besoins de mobilisation du public — par exemple, serait-il avantageux de lier les délibérations plus directement aux campagnes d'action, ou réduirions-nous ainsi l'ouverture de la démarche et son aptitude à attirer des gens aux points de vue diversifiés?

C'est là quelque chose dont il faudrait s'assurer pour les

« Après avoir participé au forum, beaucoup de choses ont changé pour moi. J'ai constaté que la réalité n'allait pas être parfaitement conformes à nos désirs...J'ai également remarqué que beaucoup de gens font leur la philosophie selon laquelle on ne peut rien faire pour changer le monde. Pour ne pas paraître trop pessimiste – on ne peut faire grand chose tout seul, mais lorsque les gens se mettent ensemble, ils peuvent accomplir beaucoup. »

Commentaire d'une participante au Forum des jeunes affiché sur le serveur de listes.

futurs projets. L'une des façons logiques de donner suite à une délibération, et qui ne présuppose aucun point de vue particulier de la part des participants, pourrait être un cercle d'études où l'on approfondirait les questions.

Application des résultats. Le projet de délibération a réussi à démontrer la viabilité des délibérations comme moyen de mobilisation du public, et à faire des suggestions aux décideurs. Toutefois, on ignore toujours si ces derniers trouveront ces suggestions assez utiles pour y donner suite. Il s'agit probablement là d'un but à long terme; les décideurs seront probablement de plus en plus ouverts à ce type d'opinion publique réfléchie et les personnes en charge des délibérations apprendront à gérer les compromis (p. ex. dans le cadre de cercles d'études), à choisir et à formuler les enjeux, et à mettre au point des mécanismes de collecte de données.

Conditions de réussite

Compte tenu de l'expérience du projet pilote, les efforts déployés pour mobiliser le public par l'entremise de la délibération connaîtront probablement plus de succès si les facteurs suivants sont en place.

Un groupe de planification multisectoriel. En règle générale, les régions dont les groupes de planification comprenaient des représentants d'une variété d'organisations nationales et internationales les ont trouvés très utiles comme sources de commentaires ainsi que de contacts et de références. Les réseaux élargis ont permis aux organisateurs de réunir des groupes plus diversifiés pour les délibérations tandis que la participation des personnes appartenant à divers secteurs indiquait que les délibérations constituaient une activité « neutre » et non des séances pour la promotion d'une optique particulière.

Des ressources suffisantes et une coordination dynamique : Les organisateurs ont convenu que l'appui fourni par le CCCI sur le plan des finances, de l'information et de l'organisation était l'une des principales conditions de réussite. L'expérience du projet pilote donne à croire qu'il serait difficile pour un groupe régional d'organiser sans aide une première ronde de délibérations.

Une bonne présentation des enjeux et du bon matériel : Un guide des enjeux bien documenté et bien équilibré est essentiel. Il n'est pas toujours facile de

formuler un enjeu pour qu'il corresponde à la façon dont l'envisagent les profanes. Le choix de l'enjeu lui-même peut être exigeant — tous les enjeux ne se prêtent pas à la délibération. Les enjeux où les valeurs jouent un grand rôle se prêtent davantage aux délibérations, soit des enjeux qui sont suffisamment généraux pour que les gens de divers horizons puissent les mettre en rapport avec leur expérience. Souvent, il faut faire plusieurs essais pour cerner un enjeu. Il est ensuite nécessaire de procéder à des recherches approfondies, à des entrevues, à une série d'ébauches et à un examen de la documentation ainsi qu'à des essais en groupes de discussion pour formuler un enjeu complexe. Tout ce travail serait difficile à accomplir pour un organisme individuel, sans financement de tiers.

Des modérateurs et des rapporteurs bien formés : La réussite des délibérations et la validité des données recueillies dépendent dans une grande mesure du modérateur. Cette personne doit pouvoir mettre les participants à l'aise; présenter clairement et sans parti pris l'enjeu; empêcher, avec tact, les forts en gueule de monopoliser la discussion et encourager les personnes plus timides; veiller à ce que les points de vue divergents soient exprimés; axer la discussion sur les valeurs et favoriser les compromis; travailler avec le rapporteur pour cerner le terrain d'entente du groupe dans un formulaire de rétroaction; et veiller à ce que les participants remplissent les questionnaires pré et post-forum. Malgré deux jours de formation professionnelle et bien que de nombreux modérateurs aient été des animateurs d'expérience, beaucoup ont trouvé que ce travail représentait un défi et qu'il était quelque peu intimidant. Selon les observateurs et selon leurs propres commentaires, les personnes qui ont animé plus d'une séance ont amélioré leur prestation. Certaines des personnes chargées de faire rapport sur les terrains d'entente ont eu de la difficulté à trouver le fil conducteur dans des discussions qui abordaient parfois une foule de sujets; cela donne à croire qu'il faut offrir une formation plus poussée à cet égard.

Diversité d'opinions et d'expérience : Le plus grand défi posé par le projet pilote aux organisateurs régionaux a été de convaincre des personnes aux opinions variées de participer aux délibérations. Les organisateurs doivent toujours se dépasser pour attirer une diversité de personnes à une délibération, mais il s'agit là de l'un des

plus importants facteurs de succès. Par exemple, le projet pilote a comporté un travail considérable en vue d'attirer un nombre élevé de participants s'identifiant au secteur privé. Cet aspect s'avère essentiel dans la recherche d'une diversité de l'opinion générale. Les forums des jeunes ont bien fonctionné dans les collectivités, mais les coordonnateurs croient qu'il importe également d'encourager les échanges intergénérationnels au sein des délibérations auxquelles participent des gens de tout âge.

Prochaines étapes

Le projet pilote a confirmé que les Canadiennes et les Canadiens peuvent délibérer de façon efficace au sujet des questions de politique internationale et que la délibération offre des possibilités considérables comme outil de mobilisation du public. Le projet s'est également révélé un exercice de collaboration efficace entre diverses ONG en permettant de tisser des liens et de renforcer la capacité au sein du secteur.

Toutefois, le projet pilote ne représentait que la pointe de l'iceberg quant aux éventuelles applications de la délibération aux questions de portée mondiale, et comme moyen pour les gens de s'exercer à agir en citoyens du monde. Le CCCI espère, dans la mesure de ses moyens, étendre les délibérations à d'autres régions et tirer parti de l'expérience du projet pilote. À long terme, le CCCI visera essentiellement la mise en place d'un programme de délibération viable. Pour ce faire, il permettra, à titre expérimental, à des groupes locaux d'avoir accès au financement et examinera les possibilités de subventions et de production de revenus à l'échelle nationale. Le CCCI continuera aussi d'offrir de la formation à ses organisations membres et à d'autres groupes intéressés aux délibérations.

Sur le plan des études et des expériences, les secteurs les plus prometteurs sont l'essai de nouvelles formules telles que des cercles d'études qui permettent une réflexion plus approfondie ainsi qu'une délibération plus complète des

Le CCCI et en commun

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est une coalition de plus d'une centaine d'organisations canadiennes sans but lucratif vouées à la promotion du développement social dans un climat d'équité sociale et économique, de démocratie, d'intégrité environnementale et de respect des droits de la personne. La campagne *en commun* du CCCI a pour but de faire de la lutte contre la pauvreté une priorité publique et politique.

compromis. Cela pourrait exiger une formation supplémentaire de la part du CCCI. Celui-ci accordera aussi plus d'attention aux moyens d'établir des liens entre la délibération et l'action, sans compromettre la diversité des opinions si essentielle à l'efficacité des délibérations. Le recours aux délibérations chez les jeunes est également prometteur, de même que l'établissement de liens entre des collectivités des diverses régions du monde délibérant des enjeux communs et le recours à la délibération aux questions de portée mondiale permet aussi à la collectivité d'amorcer la recherche communautaire de solutions aux problèmes à partir des implications locales.

Dans le cas de la campagne *en commun*, les constatations des délibérations sont riches d'enseignements relatifs au besoin de préciser davantage la conception d'un ordre économique plus équitable. Bien que les Canadiens soient favorables à l'idée d'une économie mondiale plus équitable, ils font preuve de pragmatisme, et parfois de scepticisme, à l'égard des possibilités. Il faut donner aux gens plus de preuves qu'une économie mondiale plus équitable est possible ainsi que des renseignements plus précis sur la façon de la réaliser.

Le CCCI et *en commun* continueront d'observer l'intérêt manifesté par les décideurs pour les résultats des initiatives de mobilisation des citoyens, comme les délibérations. Le CCCI continuera de travailler avec d'autres groupes qui explorent diverses formes de mobilisation du public et les moyens que peut prendre le gouvernement pour intégrer les résultats à ses décisions.